

Mémoire présenté dans le cadre du Plan d'électrification et des changements climatiques (PECC)

Par

Anne-Josée Laquerre, M.Sc., ARP

Présidente et co-initiatrice

Québec Net Positif

Profil LinkedIn



Alexandru Iordan

Partenaire, GCC

Co-initiateur, Québec Net Positif

Profil LinkedIn



Région visée : Toutes les régions du Québec

Bref aperçu de notre expertise :

En tant que co-initiateurs de Québec Net Positif, Anne-Josée et Alexandru travaillent à mobiliser les entreprises pour mettre en valeur leurs avantages compétitifs, les positionner en tant que leaders et faire du Québec un carrefour et un accélérateur de l'économie sobre en carbone.

Anne-Josée Laquerre assume la direction de Québec Net Positif après avoir œuvré pendant plus de 25 ans en responsabilité sociale d'entreprise et relations publiques au sein de compagnies d'envergure : Noranda, Domtar, Merck Frosst, Paprican, Bombardier Aéronautique et Aimia. Elle est reconnue pour sa capacité à réaliser des partenariats inédits qui ont un impact positif à la fois pour les entreprises et la communauté. Au cours de son mandat à titre de Directrice de la vocation sociale, Aimia a été reconnue à deux reprises par Corporate Knights comme l'une des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada.

Sa vision du développement durable s'est façonnée au fil des ans par l'interaction avec des collègues de tous les continents et par son expérience au sein de divers secteurs : mines et métaux, pâtes et papier, aéronautique, pharmaceutique, marketing propulsé par les données, fidélisation, philanthropie, services professionnels et développement économique. Elle s'intéresse notamment à l'intégration des enjeux liés aux changements climatiques et ESG par le Conseil d'administration et à toutes les solutions qui peuvent être mises de l'avant par la communauté d'affaires pour favoriser une transition juste, prospère et durable.

Fière représentante du leadership au féminin, Anne-Josée a été reconnue en tant que Clean50 2020 – l'un des 50 canadiens ayant fait une contribution exceptionnelle envers la croissance de l'économie sobre en carbone et le développement durable au Canada. Elle a aussi complété un programme exécutif de l'université Harvard : 'Aligning Sustainability with Corporate Performance' et a été sélectionnée en tant que récipiendaire de la bourse pour la 'Diversité au sein des conseils d'administration' du Directors College (2018), financée par l'Université McMaster et le Conference Board du Canada.

Alexandru Iordan est directeur principal et associé chez CCG, un cabinet montréalais qui aide les entreprises et les villes à réussir leur transition énergétique et à devenir résilientes face aux changements climatiques. Alex croit que pour passer à une économie à faibles émissions de carbone, nous avons besoin de nouvelles approches audacieuses. Il est à l'origine du projet SAF+, l'une des principales initiatives canadiennes visant à produire du carburant propre. SAF+ mise sur de nouvelles technologies et sur une coalition inédite de compagnies représentant l'ensemble de la chaîne de valeur pour produire du kérosène propre à partir d'émissions provenant de la pollution industrielle.

Auparavant, Alex a travaillé dans l'industrie aérospatiale où il a dirigé la conception de normes internationales pour rendre la chaîne d'approvisionnement aérospatiale plus écologique. Pendant ce temps, il a contribué à la conception de CORSIA, le règlement qui impose des réductions de carbone significatives sur les vols internationaux. Plutôt cet automne, Alex a reçu la prestigieuse reconnaissance Clean50 Emerging Leader pour 2020 pour sa contribution dans le domaine du développement durable.

Thématique à laquelle notre mémoire répond : Développement économique de l'ensemble du Québec

Questions et préoccupations à laquelle notre mémoire est lié :

- 4.3. Quels instruments financiers ou pratiques innovantes pourraient être mis de de l'avant afin de soutenir l'électrification, la réduction des émissions de GES et l'adaptation aux changements climatiques?
- 5.2. Dans une perspective d'équité intergénérationnelle, quelles formes devraient prendre la société et l'économie québécoises en 2030 et en 2050?
- 5.3. Quelles politiques ambitieuses doivent être mises en œuvre pour y arriver?

Nous comprenons que « les mesures qui seront retenues dans le cadre du PECC s'appuieront sur les deux piliers fondamentaux de la transition climatique ». **En gras ci-dessous, les éléments clés tirés du document de consultation qui sont en lien avec notre contribution :**

1. L'atténuation des changements climatiques : **Le Québec entend contribuer activement aux efforts internationaux visant à réduire les émissions mondiales de GES**, en diminuant, au premier chef, ses propres émissions par l'adoption de pratiques exemplaires.
2. L'adaptation aux impacts des changements climatiques : Le Québec doit être mieux préparé à faire face aux impacts actuels et futurs des changements climatiques (vents violents, pluies fortes, inondations, vagues de chaleur, érosion, etc.).

Le PECC proposera des **mesures pragmatiques, efficaces et mesurables qui favoriseront l'économie et permettront au Québec de demeurer un leader de la lutte contre les changements climatiques.** »

Cinq éléments clés seront au cœur du PECC :

1. **L'électrification de l'économie** (transport, industrie, bâtiment).
2. **L'efficacité énergétique et la gestion durable des ressources.**
3. **L'accompagnement des industries et des entreprises dans le développement de nouvelles filières, la création d'emplois d'avenir et le renforcement de leur compétitivité.**
4. L'adaptation aux impacts des changements climatiques pour assurer le maintien de la santé et de la qualité de vie des citoyens, et pour protéger les infrastructures et l'environnement.
5. **La tarification du carbone comme vecteur de transformation de l'économie.**

En plus d'être la pièce maîtresse de la lutte contre les changements climatiques au Québec pour les dix prochaines années, le PECC sera **un véritable moteur de développement économique et de richesse collective.**

Notre gouvernement est déterminé à **soutenir la croissance économique verte en région.** Quatre ministres y participent, soit les ministres Benoit Charette, Pierre Fitzgibbon, Jonatan Julien et Marie-Eve Proulx se partageront le territoire. Le gouvernement s'est adjoint deux partenaires clés, soit la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ). Leurs vocations complémentaires cadrent avec **la volonté du gouvernement d'axer son plan sur deux piliers fondamentaux : la lutte contre les changements climatiques, qui comprend la réduction des émissions de GES** et l'adaptation aux impacts des changements, ainsi que **la prospérité économique.**

Mémoire de Québec Net Positif

Nous souhaitons porter à votre attention l'importance de l'économie sobre en carbone : un marché global en pleine croissance dont la [valeur est estimée par le GIEC à \\$26 mille milliards d'ici 2030](#). C'est deux fois plus important que [l'impact anticipé de l'Intelligence Artificielle sur l'économie mondiale pendant la même période](#).

Nous souhaitons porter à votre attention une limite dans la définition même du cadre qui a été établi pour la consultation du PECC. À l'heure actuelle, il nous semble que toute l'attention est portée vers l'atteinte des objectifs de réduction des GES établis en tenant compte des limites géographiques du Québec. Nous appuyons les initiatives visant l'atteinte des cibles de réduction du gouvernement du Québec. En complément, nous estimons qu'il est tout aussi primordial d'adopter une approche 'nette positive' qui reconnaît également la contribution des entreprises québécoises à la réduction des GES au-delà des limites géographiques de la province. Cette perspective globale permettrait d'accélérer l'innovation et la création de richesse tout en maximisant notre contribution collective dans la lutte aux changements climatiques, qui eux, n'ont pas de frontières.

La demande énergétique croissante, combinée à un prix du carbone, pousse les entreprises à rechercher des sources d'énergie fiables, abordables et à faibles émissions de carbone, et à intégrer des produits et des services sobres en carbone au sein de leur chaîne d'approvisionnement. Le Québec est l'un des très rares territoires au monde qui produit de l'électricité à tout près de 100% renouvelable. Dans une économie mondiale en voie de décarbonation, notre hydroélectricité devient un avantage compétitif clé et peut représenter un moteur de développement économique sans précédent. Du plus petit atelier d'ébénisterie jusqu'aux grands producteurs de lingots d'aluminium, les entreprises québécoises de toutes les régions qui utilisent l'hydroélectricité comme source d'énergie, peuvent probablement se targuer d'avoir une production qui émet moins de gaz à effet de serre (GES) que la grande majorité de leurs concurrents au Canada et dans le monde.

Nous avons collaboré avec l'Institut du Québec pour explorer ce potentiel. Les études publiées en Novembre 2018 démontrent la pertinence de se [doter d'une stratégie du sobre en carbone pour la croissance économique du Québec](#). Notre [lettre ouverte](#) mettant en lumière l'importance de mettre à profit notre avantage électrique a été signée par de nombreux leaders économiques. Le [mémo pré-budgétaire de l'IdQ 2019-2020](#) a souligné l'importance de l'occasion à saisir pour les entreprises québécoises et le sujet a aussi été abordé lors d'un [panel du Cercle Canadien de Montréal](#) auquel nous avons pris part en juin dernier.

Devant l'intérêt et les besoins grandissants des entreprises et gouvernements du monde, nous avons tout avantage à faire connaître et à miser sur notre expertise en recherche, formation, transfert technologique et création de valeur en lien avec tous les aspects de l'économie sobre en carbone. Le positionnement de nos entreprises en tant que fournisseurs de choix pour des produits, innovations et services pouvant être mis à profit pour contribuer à décarboniser des chaînes d'approvisionnement globales stimulerait les exportations et contribuerait à réduire le déficit commercial du Québec. De surcroît, le développement de la filière sobre en carbone contribuerait à rehausser le potentiel du Québec pour attirer les investisseurs soucieux d'accélérer l'économie verte, ouvrant la voie au renforcement de l'écosystème québécois de la finance durable.

En 1963, au moment où Hydro-Québec devenait le moteur de développement économique de toutes les régions du Québec, nous étions loin de nous douter que notre électricité renouvelable nous placerait un jour en excellente position pour faire du « sobre en carbone » la marque distinctive du Québec et un moteur de développement économique pour les années à venir. Il est essentiel d'en exploiter le plein potentiel, au-delà de la réduction des GES au niveau local. Plus nous fabriquerons et exporterons de produits, services et technologies utilisant notre électricité propre, plus notre économie sera prospère et plus nous aurons collectivement un impact positif sur les changements climatiques à l'échelle globale. Il devient donc urgent d'identifier les avenues les plus prometteuses pour mettre à profit notre avantage électrique, créer de la richesse et maximiser les réductions de GES au Québec et ailleurs.

Le Québec étant résolument engagé vers une transition énergétique, l'énergie rendue disponible viendra raffermir encore davantage notre position de force. Une efficacité énergétique déployée de façon stratégique permettra de dégager la marge de manœuvre nécessaire pour attirer les entreprises engagées à générer encore plus de retombées économiques, sociales et environnementales. Qui plus est, cette transition vers une production plus efficace et sobre en carbone, appuiera le développement d'une filière locale offrant des solutions innovatrices, en plus de créer une vitrine mondiale pour leur expertise facilitant ainsi leur exportation tout en attirant d'autres investissements et des talents de partout sur la planète. Québec Net Positif vise justement à mobiliser tous les acteurs pour stimuler ce cercle vertueux du sobre en carbone et en faire un mouvement économique porteur d'avenir.

Nous recommandons un plan solide qui vise à **sensibiliser, outiller et mobiliser les entreprises québécoises et les acteurs économiques afin de les aider à tirer avantage de l'accélération mondiale de l'économie sobre en carbone (i.e. économie verte)**, incluant :

- Une **cartographie exhaustive des acteurs clés et des secteurs d'activités qui ensemble représente les filières du sobre en carbone au Québec. Nous proposons d'utiliser comme point de départ, entre autres, la taxonomie récemment développée en ce sens par l'Union Européenne tout en l'ajustant au contexte québécois**
- Un **baromètre de l'économie verte du Québec**, incluant un indicateur de la **proportion des emplois** associés à cette économie verte et l'identification des **secteurs économiques les plus porteurs, incluant la finance durable**
- Une **campagne de sensibilisation et mobilisation des entreprises et acteurs économiques** pour les habiliter à **capturer des occasions d'affaires de l'économie sobre en carbone**
- Une évaluation de la **perception de notre hydroélectricité par les entreprises, influenceurs et investisseurs étrangers**
- Une **campagne de promotion des solutions de 'décarbonisation' québécoises** auprès des acteurs internationaux de l'économie verte
- Une **feuille de route visant à positionner le Québec en tant que carrefour et accélérateur de l'économie sobre en carbone d'ici 2030** axé vers l'optimisation de deux vecteurs clés :
 - **Optimiser les réductions de GES soutenues par des entreprises québécoises à l'échelle globale** (au Québec et au-delà)
 - Tout en **maximisant les retombées économiques et sociales au niveau local**

Nous sommes confiants que l'adoption d'une perspective 'nette positive' mènera à une croissance de la valeur économique et sociale créée à partir de notre hydroélectricité et nos autres actifs pertinents. Les résultats escomptés incluent une augmentation des revenus d'exportation des secteurs bénéficiant de l'avantage hydroélectrique; un accroissement de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'industrie québécoise; une augmentation de la productivité carbone (PIB/émissions) de l'industrie; une augmentation des capitaux étrangers investis au Québec en lien avec l'économie sobre en carbone (infrastructures, entreprises, finance durable); une augmentation des vitrines technologiques bas carbone. Les mesures citées plus haut doteraient le Québec d'initiatives clés qui lui permettrait très rapidement de commencer à tirer profit de son avantage comparatif. La cartographie permettra d'articuler une feuille de route efficiente qui saura identifier les leviers clés pour livrer un maximum de retombées positives. La mesure de la croissance de l'économie verte via le baromètre rassurera le monde des affaires et l'électorat qu'économie et environnement vont de pair et fournira de nouvelles connaissances pour mesurer le progrès vers l'objectif de faire du sobre en carbone un pilier du développement économique du Québec dans la perspective d'une transition juste, prospère et durable. Et finalement, la campagne de sensibilisation cimentera le support pour le PECC auprès des entreprises et les encouragera à faire valoir leurs avantages compétitifs bas carbone auprès de leurs clients et des consommateurs.

Trop souvent, développement économique et environnement sont opposés alors qu'en fait ils sont indissociables. **En adoptant une perspective 'nette positive', le Québec a le potentiel de devenir un joueur incontournable quand il s'agit de capitaliser sur les atouts propres à un territoire pour assurer un développement économique prospère, juste et durable tout en affirmant son leadership d'un point de vue environnemental.** Nous souhaitons vivement avoir l'occasion d'échanger et de collaborer avec vous pour réaliser cette vision. Au plaisir,

Anne-Josée Laquerre et Alexandru Iordan

Co-initiateurs, [Québec Net Positif](#)